

Assimilation ou respect des différences? La colonisation du Vietnam, 1920-1930

In: Genèses, 4, 1991. pp. 23-43.

Citer ce document / Cite this document :

Lebovics Herman, Testa Chantal. Assimilation ou respect des différences? La colonisation du Vietnam, 1920-1930. In: Genèses, 4, 1991. pp. 23-43.

doi : 10.3406/genes.1991.1061

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1991_num_4_1_1061

Progrès... en arrière

« Il y a des moments dans la vie des peuples où le progrès consiste à revenir en arrière... ». Cette remarque savoureuse a été faite en 1935 à propos du rétablissement de l'identité culturelle vietnamienne. Elle pourrait être attribuée à n'importe quel porte-parole du XXe siècle œuvrant pour la libération culturelle de son peuple. En effet, malgré le caractère confus de l'analyse marxiste classique de l'oppression et de la libération au cours des deux dernières décennies, l'ethnicité, le régionalisme et l'identité culturelle conférées par les racines sont devenus le point de ralliement de la campagne pour les droits civils. La dépendance culturelle des nouvelles nations va de pair avec leur dépendance économique et la perpétue, ce qui facilite le maintien de l'assujettissement politique.

A propos des relations franco-africaines par exemple, Marie Eliou a souligné l'importance de la langue et de l'éducation pour la perpétuation de la dépendance : « C'est dans l'adoption d'un système scolaire étranger que cette démission (linguistique) culmine. » Et grâce à cette arme que constitue la langue, « un système d'enseignement transplanté véhicule une idéologie importée implicitement – sinon explicitement – adoptée par le pouvoir ». C'est pourquoi certains théoriciens de la libération culturelle considèrent la lutte pour le rétablissement de l'authenticité indigène comme une stratégie essentielle : « L'identité culturelle édifée sur de solides fondements d'accélération de l'histoire et reconfirmée à travers de multiples transformations continue à manifester sa permanence¹. »

L'auteur cité plus haut, qui croyait en l'importance du rattachement à l'identité culturelle historique, est Pierre Pasquier. Ancien gouverneur général d'Indochine dans l'entre-deux-guerres, il connaissait parfaitement les cultures indochinoises et les comprenait².

Pasquier a joué un rôle important dans la réorientation – au sens où l'entend Marie Eliou – de la langue française et de la politique en matière d'éducation

ASSIMILATION

OU RESPECT

DES DIFFERENCES ?

LA COLONISATION
AU VIETNAM, 1920-1930

Herman Lebovics

1. Marie Eliou, « Érosion et permanence de l'identité culturelle », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 66, 1979, p. 79-90, esp 80-81, 87-88.

2. La déclaration du 19 août 1935 est tirée de la réponse de Pasquier à une question écrite qui lui avait été adressée dans le contexte d'un procès contre le journal vietnamien *La lutte*. Daniel Hémerly, « Aux origines des guerres d'indépendance vietnamiennes : pouvoir colonial et phénomène communiste en Indochine avant la Seconde Guerre mondiale », *Le mouvement social*, n° 101, 1977 p. 15. Scott McConnell, auteur de l'étude la plus récente sur le Vietnam de l'époque, y consacre une section à la non-industrialisation du Vietnam dont les Français étaient responsables. Il décrit l'amertume qu'elle causait aux intellectuels indigènes à la fois pour des raisons d'ordre nationaliste et par rapport au développement de l'emploi. Scott McConnell, *Leftward Journey: The Education of Vietnamese Students in France, 1919-1939*, New Brunswick, N.J., Transaction Publisher, 1989, 94-99.

à Annam. C'est pourtant lui qui fut responsable de la répression brutale et sanglante des insurrections des années 1930 ; répression qui entrava pour un temps la progression du communisme et paralysa définitivement le mouvement nationaliste d'Annam. Pour comprendre ce paradoxe, une petite étude d'ethnographie appliquée dans l'entre-deux-guerres s'impose.

L'accord entre la théorie et la pratique

Le congrès annuel de la Société de géographie commerciale de Paris, l'une des sociétés coloniales les plus puissantes de France, s'ouvrit le 16 septembre 1931³. Son ouverture coïncidait avec celle de l'Exposition coloniale, manifestation grandiose à la gloire de « La plus grande France », qui se tenait au bois de Vincennes. Louis Marin, homme politique de droite et ethnographe, président de la Société de géographie commerciale de Paris depuis 1925⁴, à la fin du congrès, selon l'usage, présenta de nombreuses résolutions à l'approbation de ses membres⁵. L'une d'entre elles concernait la création d'un ministère de France-outramer ; une autre réclamait au gouvernement français des crédits supplémentaires destinés aux colonies en cette période de dépression mondiale. Les membres de la société demandaient la construction de nouvelles voies ferrées dans les possessions françaises en Afrique, une meilleure diffusion de l'information sur les colonies et une amélioration des relations diplomatiques et commerciales avec la Chine.

Enfin, la question de l'éducation dans les colonies fut abordée. Ce sujet suscitait de sérieuses réflexions à l'époque. Cette recommandation préconisait la réorientation de l'éducation, en particulier celle de l'éducation supérieure, des populations indigènes de l'empire, pour qu'elle soit plus adaptée à leur situation et conforme à leur héritage culturel. Une évolution importante de la pensée française sur le rôle de la culture indigène dans l'empire colonial était ainsi amorcée qui remettait en question le dualisme assimilation-association au centre des discussions antérieures sur les rapports entre les cultures⁶. Historiquement, ces résolutions exprimaient et favorisaient une nouvelle politique culturelle encore embryonnaire, ce qui allait obliger les autorités colo-

3. Un rapport sur les activités du congrès et ses participants figure dans *L'ethnographie*, nouvelle série, n° 24, 1931, p. 11-14.

4. Sur Marin, cf. mon article « Le Conservatisme en anthropologie et la fin de la III^e République », *Gradhiva*, n° 4, 1988, p. 3-17.

5. Archives nationales (Paris), Papiers Marin 317 AP, carton 201.

6. Raymond F. Betts, *Assimilation and Association in French Colonial Theory, 1890-1914*, New York, Columbia University Press, 1961. Dans le dernier chapitre, "Ideal and Reality", Betts tente de démêler les contradictions existant entre les professions d'intention des Français favorables à l'association et la politique d'assimilation qu'ils pratiquaient souvent. Mon essai admet la sincérité et la réalité des deux attitudes après la Première Guerre mondiale, compte tenu de la continuation de l'hégémonie politique et culturelle de la France.

niales à inventer une nouvelle tradition culturelle pour le peuple indochinois⁷.

Dans cet article, je poserai la question suivante : si dans l'entre-deux-guerres, et plus particulièrement lors de l'Exposition coloniale de 1931, la population de la métropole a dû adopter une identité impériale, tout en conservant ses nombreuses « petites patries », quelles transformations les populations de l'empire ont-elles dû subir pour être intégrées dans le projet de la « Grande France » ? Pour la recherche actuelle sur la culture et la résistance des anciennes populations coloniales, la nouvelle politique culturelle des dirigeants colonialistes français au début des années 1930 soulève un certain nombre de questions. En effet, les érudits contemporains se penchent sur le rôle de l'économie morale de la population étudiée pour comprendre la rébellion des peuples colonisés contre l'autorité coloniale⁸. Cet article sur la politique d'éducation culturelle dans un contexte colonialiste examine certaines réactions coloniales à la proposition de cette nouvelle identité française. On mettra en évidence certains des risques méthodologiques causés par une confiance excessive dans des modèles anthropologiques et dans l'approche événementielle de l'histoire. On démasquera certaines des embûches auxquelles on s'expose quand on utilise les concepts d'identité et de racines pour élaborer une théorie sur les luttes des populations opprimées.

Agitateurs extérieurs

Quelques semaines avant l'ouverture du congrès de la Société géographique, des incidents de nature à établir une relation entre les ethnographes, de jeunes éléments subversifs indochinois et la police, se produisirent autour de l'Exposition. Le 19 avril, veille de l'ouverture de l'Exposition, la police parisienne avait arrêté trente-trois Vietnamiens (Annamites) à la sortie d'un meeting tenu au sous-sol du café « A la Petite Source » au Quartier Latin. A part deux d'entre eux, tous étaient étudiants. Ils s'étaient rassemblés pour écouter un discours de Nguyen Van Tao, membre du comité central du Parti communiste indochinois, formé depuis peu. Selon l'agent de police présent au meeting, Nguyen Van Tao avait incité les étudiants à provoquer des incidents à l'Exposition, pour que « le monde entier prenne

7. Eric Hobsbawm, "Introduction: Inventing Traditions", in Eric Hobsbawm, Terence Ranger (éds.), *The Invention of Tradition* Cambridge, Eng., Cambridge University Press, 1984, p. 1-14.

8. Les études les plus intéressantes réalisées sur ce débat sont celles de James C. Scott, *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1977 et *The Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985. Scott prend comme point de départ l'article de E.-P. Thompson, "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past and Present*, 1971, p. 76-136, et les théories de Barrington Moore Jr, *The Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of Modern Society*, Boston, Beacon Press, 1966 et *Injustice: The Social Basis of Obedience and Revolt*, White Plains, NY, M.-E. Sharpe, 1978 du même auteur.

DOSSIER

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

9. S. McConnell, *Leftward Journey*,
op. cit., p. 115-117.

10. Il est intéressant de noter l'insensibilité ou l'ignorance dont firent preuve les leaders de l'Internationale en affublant le parti de l'épithète « colonial ». Le terme « Indochine » était une fiction créée par l'administration française qui recouvrait cinq traditions culturelles ou nationales bien distinctes. Le groupe le plus actif politiquement dont nous nous occuperons ici était constitué par les Vietnamiens.

11. Lénine avait présenté ses "Preliminary Draft Theses on the National and Colonial Question" lors du II^e congrès de l'Internationale communiste en 1920. Il y appelait à l'alliance entre la classe ouvrière communiste occidentale et les paysans révolutionnaires orientaux. Ce texte eut une forte influence sur les jeunes radicaux Vietnamiens bien qu'il ne fasse pas mention de l'Indochine. En 1924, le V^e congrès de l'Internationale siégeant à Moscou créa un bureau oriental du Parti communiste, dont le membre fondateur vietnamien, mieux connu sous son nom de militant, Ho Chi Minh, devint extrêmement influent. En 1928, le VI^e congrès, siégeant dans la commune de Canton en Chine, prédit que la lutte révolutionnaire allait prendre des proportions considérables en Extrême-Orient. Alexander B. Woodside, *Community and Revolution in Modern Vietnam*, Boston, Houghton Mifflin, 1976, p. 165-173.

12. Rapport effectué par le CAI de Marseille au directeur des Affaires politiques du ministère, 13 avril 1931, Sloftom, séries III, carton 5. Le CAI faisait des rapports au directeur des Affaires politiques du gouvernement colonial tout en restant en liaison permanente avec la Sûreté. Après la Seconde Guerre mondiale, les fonctions du CAI furent reprises par le Service de liaison entre les originaires des territoires d'outre-mer (Sloftom). Tous les rapports de police du CAI sont indexés sous la rubrique Sloftom à la section France d'outre-mer des Archives nationales d'Aix-en-Provence. On peut

conscience du mécontentement des ouvriers et des paysans des colonies françaises ». Il avait poussé les étudiants à créer des comités de lutte, à encourager leurs camarades issus d'autres groupes ethniques à suivre leur exemple et à préparer des actions contre la célébration prochaine du colonialisme.

Nguyen Van Tao était entré illicitement en France en 1926 pour y poursuivre des études interrompues lors de son expulsion pour activités politiques du lycée Chasseloup-Laubat à Saïgon. Il avait aussitôt rejoint le Parti communiste français où il prit une part active à la commission coloniale et couvrit les questions qui s'y rapportaient dans la presse interne. Il fit de la propagande dans le milieu étudiant parisien à partir de 1929, en mettant l'accent sur la médiocrité de l'éducation coloniale. Cependant, il supportait difficilement la tiédeur du parti sur la question coloniale. Dans une correspondance personnelle adressée à la direction du PCF en 1930, il critiquait sévèrement l'insuffisance de la lutte anticoloniale du parti⁹.

C'est pourquoi le militant vietnamien se réjouit de la création, la même année à Hong Kong, du Parti communiste indochinois dont le siège fut transféré au Vietnam en 1931¹⁰. La nouvelle organisation reprit l'initiative récemment lancée par l'Internationale communiste consistant à répandre les idées révolutionnaires dans le monde colonial, particulièrement en Asie¹¹.

Nguyen Van Tao fut libéré quelques jours après son arrestation. Sa présence fut remarquée dans une brasserie où il exhortait « deux Indochinois, un Japonais, un Coréen et un Nègre » à organiser des manifestations et à créer des incidents à l'Exposition. L'Association indochinoise d'enseignement mutuel et la Ligue de défense de la race nègre entreprirent ensemble de créer de l'agitation parmi les indigènes, arrivés des colonies pour travailler dans les différents pavillons. A Marseille, des représentants du gouvernement colonial, chargés de la surveillance des indigènes de l'empire résidant en France, et le Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies (CAI) firent avorter une manifestation anti-impérialiste prévue à l'occasion de l'arrivée d'un paquebot transportant un grand nombre d'Indochinois¹². Le 10 avril à Toulouse, des radicaux indochinois publièrent des tracts attaquant l'Exposition à la gloire du colonialisme. Ces tracts rap-

pelaient l'exécution récente d'insurgés indochinois au Tonkin après les soulèvements de 1930 et dénonçaient l'humiliation culturelle qui allait de pair avec la représentation des cultures indigènes dans ce type de manifestation¹³. Des agents de surveillance trouvèrent des exemplaires de ces tracts qui avaient été distribués à des groupes d'étudiants radicaux de Marseille, Paris, Lyon et Limoges. Peu de temps après l'ouverture de l'Exposition, la section de Toulouse du Parti communiste organisa un grand meeting de protestation où des orateurs français et vietnamiens attaquèrent le colonialisme ; André Marty fit un discours émouvant, selon l'informateur de la police présent au meeting¹⁴.

Après l'ouverture de l'Exposition, des étudiants radicaux tentèrent d'en perturber le déroulement. Avant le jour de l'ouverture, le CAI éventa le projet du Comité de lutte contre l'exposition, consistant à couvrir le sol de l'Exposition des tracts anti-impérialistes et à lâcher des ballons porteurs de drapeaux rouges et de banderoles arborant des slogans. Le CAI parvint à enrayer ces troubles potentiels. Les étudiants s'élevaient contre l'image servile des Asiatiques véhiculée par les pousse-pousse, ramenés de Chine pour transporter les visiteurs dans l'enceinte de l'Exposition ; ils ne purent cependant obtenir leur retrait. Mais le CAI et la police ne parvinrent pas à empêcher le départ de trente-trois des quarante-deux musiciens nord-africains. Des étudiants indochinois de Paris persuadèrent les Vietnamiens de l'Exposition de ne pas transporter le dragon oriental géant à l'intérieur de la foire. Les organisateurs durent demander aux Africains de s'en charger. Le samedi 1^{er} août, la police procéda à l'arrestation de nombreux étudiants avant qu'ils n'aient commencé à manifester devant le temple d'Angkor Wat et le bâtiment principal de l'Exposition. En septembre, les autorités prévenues à temps purent s'opposer au projet d'autres étudiants de renverser et de briser la statue de Sa Majesté Khai Dinh, empereur d'Annam, qui se trouvait devant le pavillon annamite¹⁵.

Les déracinés

Une grande partie des étudiants qui avaient manifesté leur soutien aux insurgés coloniaux en 1930 avaient été déportés. L'agitation suscitée par l'Exposition amena

trouver des renseignements utiles sur l'histoire de cet organisme peu connu, dont l'existence n'était pas reconnue et dont le budget était tenu secret, dans « Historique de Sloftom » de J. Dion, introduction à l'index de la collection Sloftom aux Archives d'Aix.

13. Cf. la description de la médiocre section coloniale de l'Exposition de 1900 à Paris et des efforts visant à présenter l'empire sous un jour plus flatteur à l'Exposition coloniale de 1906 à Marseille dans l'ouvrage de William H. Schneider, *An Empire for the Masses: The French Popular Image of Africa, 1870-1900*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1982, p. 177-199.

Une pratique sordide mais typique consistait à engager comme exposants les indigènes des colonies dans les expositions coloniales. Lorsque Maurice Leenhardt, l'anthropologue-missionnaire de Nouvelle Calédonie voulut rendre visite à ses amis polynésiens à l'Exposition, le personnel de sécurité tenta de l'en empêcher. Puis les Mélanésiens partirent donner des représentations de danseurs-cannibales dans un cirque itinérant, selon l'accord signé par les organisateurs de l'Exposition. Maurice Leenhardt dut avoir recours à l'aide énergique de la Ligue des droits de l'homme pour dégager les indigènes de ce contrat. A ce sujet, cf. James Clifford, *Person and Myth: Maurice Leenhardt in the Melanesian World*, Berkeley, University of California Press, 1982, p. 159. A propos de la séquestration des *Canaques* au bois de Vincennes, se reporter à l'ouvrage de R. Dousset, *Colonialisme et contradiction* (Paris, 1970), p. 16. Cf. *An Empire for the Masses*, op. cit., p. 125-151 de Schneider sur la pratique consistant à donner les indigènes en spectacle et à leur faire effectuer des tournées en France.

14. Gaston Joseph du CAI au gouverneur général d'Indochine Pierre Pasquier, copies à la police et à la Sûreté générale. Slotfom séries III, carton 5. Le Parti communiste avait également publié son *Véritable guide de l'Exposition coloniale*, qui dénonçait les crimes et l'exploitation de l'impérialisme français, AN section outre-mer, agence France outre-mer, dossier 2700.

DOSSIER

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

15. Différents rapports secrets émanant des agents du CAI : « Joe » (œuvrant au sein de la Ligue de défense de la race nègre et de l'Exposition), « Désiré » (chargé de mission secrète en dehors de l'Exposition) et « Guillaume » (fonctions non précisées). Sloftom, série III, carton 5.

16. Directeur des affaires politiques. Sloftom, série III, carton 2.

17. *Rapport sur la participation de l'Indochine à l'Exposition coloniale internationale de Paris, 1931.* Archives nationales, section outre-mer, carton 533, dossier 53, p. 121.

18. Une bonne histoire, écrite selon le point de vue d'un policier, de l'implantation du communisme en Indochine se trouve dans « Associations antifrancaises en Indochine et propagande communiste, n° 1 : Historique », Sloftcom, série III, carton 48.

19. Cf. les copies portant la mention « secret » des rapports sur les activités des éléments subversifs et les réactions officielles à la section d'outre-mer des Archives nationales, Agence France outre-mer, dossier 2700.

20. S. McConnell, *Leftward Journey*, op. cit., p. 117. McConnell écrit que ce changement provient de l'influence exercée par les communistes Français sur les jeunes Vietnamiens plutôt que de la destruction du mouvement nationaliste par les Français et de la prise en main par les jeunes Vietnamiens de leur destinée. A mon avis, le PCF ne mérite ni qu'on lui fasse ce reproche ni qu'on lui attribue ce mérite.

une nouvelle vague d'expulsions. Le 22 mai 1931, Nguyen Van Tao fut à nouveau interpellé lors d'une manifestation devant le palais de l'Elysée. Il fut renvoyé dans son pays en même temps que d'autres Indochinois indésirables. Gaston Joseph, chef du CAI, se révéla doué pour le chamanisme politique en déclarant : « Dans leur intérêt même, il est bon qu'ils soient replacés dans leur milieu culturel, où l'action familiale et l'influence des traditions ancestrales peuvent les aider à sortir d'une crise souvent passagère [...] »¹⁶.

Le fait que les autorités aient été bien informées et qu'elles aient été promptes à réagir réduisit à néant les tentatives des étudiants radicaux en vue de « causer des troubles et de semer le désordre » dans l'enceinte de l'Exposition et dans les résidences prévues pour les indigènes des colonies. Le rapport final sur la participation de l'Indochine à l'Exposition insistait à la fois sur l'indifférence avec laquelle les fauteurs de troubles avaient été accueillis et l'efficacité de la police à contre-carrer leurs activités¹⁷. Cependant, ce rapport n'était pas de nature à laisser croire aux autorités qu'elles n'auraient plus à redouter ce genre de problèmes de la part des étudiants radicaux vietnamiens en France et en Indochine, à l'avenir¹⁸.

Ces incidents, ou plutôt ces intentions d'en créer, ne mériteraient pas notre attention si les représentants du gouvernement colonial et les organisateurs de l'Exposition n'avaient pas eux-mêmes manifesté le souci qu'ils leur causaient¹⁹. Le microcosme de ces petites querelles dans l'enceinte de l'Exposition nous aide à mieux comprendre le macrocosme des conflits plus importants au sein de l'empire colonial français. Comme le conclut l'auteur de l'étude la plus récente sur les étudiants vietnamiens en France, de 1925 à 1931, une poignée d'étudiants radicaux avait apporté un changement dans « le langage même que les Vietnamiens éduqués à la française employaient à propos de la libération de leur pays »²⁰. Ce fut surtout après la dissolution du mouvement nationaliste que les revendications vietnamiennes pour la liberté, y compris la liberté culturelle, prirent une connotation socialiste révolutionnaire. De jeunes Vietnamiens au raisonnement faussé nuisaient à la constitution d'une conscience française plus importante, avec les encouragements du Komintern et quelques applaudissements discrets du PCF. A l'ouverture

de l'Exposition, les improbables surréalistes, réunis autour d'André Breton, se joignirent à cette probable coalition.

La contre-exposition

A la fin du mois d'avril, les agents du Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies tombèrent sur des cartes de la taille de billets de loterie portant l'inscription « 1 Fr ». Ces cartes appelaient à « soutenir l'Exposition anti-impérialiste », mais n'indiquaient ni lieu ni date. Ils découvrirent très vite qu'elles émanaient d'une nouvelle organisation, la Ligue anti-impérialiste. Comparés aux fastes de l'exposition pro-impérialiste, les efforts déployés par la Ligue anti-impérialiste pour révéler « La Vérité aux Colonies » ne furent guère convaincants. Pourtant, bien que modeste et imparfaite, ce fut la première exposition anticoloniale de l'histoire française. Il faut bien comprendre qu'elle ne fut pas organisée par des militants mais par des artistes et des poètes.

C'est Alfred Kurella qui eut l'idée d'une contre-exposition. Il représentait le Komintern en France et était le chef de file de la Ligue anti-impérialiste au niveau mondial. D'origine allemande, Kurella était un ami de Bertold Brecht et de nombreux membres de la gauche d'avant-garde française. Il avait été déçu par l'incapacité du Parti communiste français à prendre des initiatives sérieuses contre l'Exposition et à manifester son soutien à ceux qui protestaient contre le colonialisme. Il se joignit aux surréalistes, qui avaient déjà diffusé un tract dans lequel ils prenaient fermement parti contre l'Exposition. Il leur proposa de patronner la Ligue par l'entremise d'André Thirion et leur fournit également un local, mais les laissa organiser la contre-exposition par leurs propres moyens. André Breton et ses amis, fascinés par les cultures des populations opprimées, saisirent l'occasion de parler en leur nom.

La Ligue ne parvint à ouvrir sa contre-exposition que le 24 septembre dans les trois pièces de l'ancien pavillon soviétique de l'Exposition des Arts décoratifs de 1925. Ce pavillon était l'une des structures les plus modernes du site. Il avait été conçu par les frères Vesnin. Après la clôture de l'exposition, il avait été transporté sur un terrain situé avenue Maturin-Moreau et avait servi d'annexe à la Maison des syndicats de la CGTU toute

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

proche. Thirion demanda à Louis Aragon de s'occuper des questions culturelles et à Georges Sadoul de prendre en charge la propagande et la publicité.

Le rez-de-chaussée, agencé par Thirion, contenait environ vingt panneaux couverts d'affiches, de photographies découpées dans les magazines, de cartes, d'une multitude d'articles punaisés en vrac. On trouvait exposés des croquis représentant des généraux connus pour leurs exploits dans les colonies (Mangin et Gouraud, deux des principaux collaborateurs du maréchal Lyautey lors de la campagne de pacification du Maroc en 1913) et vingt photographies de Lyautey. Il y avait des photographies d'ouvriers forestiers indigènes en Afrique, des scènes de la construction du chemin de fer Brazzaville-Océan et un commentaire sur les 18 000 morts qui en avaient été le prix. Des photographies illustraient également l'œuvre du Secours rouge.

Le reste de l'exposition témoignait d'une plus grande imagination tout en restant du travail d'amateur. Yves Tanguy avait conçu l'agencement de la plus grande des deux pièces du premier étage. Paul Eluard et Aragon l'avaient remplie d'objets d'art coloniaux, qui provenaient en majeure partie de leurs collections personnelles. Il y avait des statues de bois, des masques, des instruments de musique et aussi « deux peaux de serpent et une de léopard », pour reprendre le style sans fioritures du rapport de police, lui-même non dénué d'un petit côté surréaliste. La touche surréaliste était apportée par un étalage de « fétiches européens », sorte de riposte au village fétichiste de l'Exposition coloniale (et à la non-reconnaissance par la culture européenne des religions indigènes d'Afrique, considérées comme du charabia magique). On y trouvait des spécimens kitsch d'effigies en plâtre de Jésus-Christ et de la Vierge Marie et des statues catholiques. Dans l'autre pièce se trouvaient exposées des photographies des réalisations soviétiques. Les haut-parleurs, qu'on pouvait entendre de la rue, diffusaient de la musique enregistrée. Les chansons polynésiennes et asiatiques avaient été choisies par Aragon. Sa femme, Elsa, avait sélectionné quelques succès de l'époque, notamment des airs de rumba qui faisaient alors fureur. Il se peut que la musique ou les messages politiques déversés par les haut-parleurs aient attiré des passants se dirigeant vers les Buttes-Chaumont.

Le jour de l'ouverture, l'informateur du CAI ne releva que quatorze visiteurs entre 15 heures et 16 heures 30. Lors du meeting de la Ligue anti-impérialiste du 31 octobre, où la médiocrité de la contre-exposition fut sévèrement critiquée, les organisateurs purent faire état de 2 380 entrées et de 32 000 francs de recettes et de subventions. Aucun membre du bureau politique du PCF ne visita la contre-exposition. Surréalistes, communistes, même alliés, ne menaient pas toujours le même combat, semble-t-il²¹.

Les précurseurs de la lutte anti-impérialiste publièrent également *Le véritable guide de l'exposition coloniale*. Ce n'était pas plus un guide de l'exposition de Vincennes que de la contre-exposition, mais un pamphlet de huit pages. Il comportait des sections sur Madagascar, la Guadeloupe, l'Afrique équatoriale française, la Syrie, l'Afrique du Nord, l'Indochine et la Guyane. Rédigé dans un style incisif, il dénonçait les bas salaires des ouvriers des plantations de sucre de canne en Guadeloupe, les profits réalisés par les compagnies sucrières, la construction meurtrière du chemin de fer en Afrique, le pillage des matières premières et les bénéfices obtenus par les capitalistes français en Syrie. Il rapportait également les actes de répression commis dans les possessions françaises d'Afrique du Nord. Sous le gros titre « Notre colonie la plus énergiquement civilisée », deux pages étaient consacrées à la description de la misère des indigènes et de la brutalité des militaires français lors de la répression des révoltes en Indochine. En marge du texte se trouvaient des dessins représentant le continent africain enfermé dans une cage, un contremaître le fouet à la main, brutalisant un porteur indigène, un horrible pistolet d'officier de marine prêt à faire feu, et la célèbre caricature du gouverneur Pasquier portant un plateau couvert de têtes de Vietnamiens ensanglantés. Le pamphlet se terminait par un slogan : « Vive la révolution prolétarienne ! » et priait les travailleurs de le faire circuler. Les fichiers des archives coloniales contiennent bon nombre d'exemplaires de ce tract. Les agents du CAI avaient fait diligence²².

Naturellement, une autre façon de lutter contre l'impérialisme était de boycotter sa célébration. Léopold Senghor, qui commençait tout juste à formuler le concept de négritude, se souvient que lui-même et ses amis étudiants qualifièrent l'Exposition de « colonialiste »

21. Archives nationales, section France d'outre-mer, Sloftom, série III, carton 5. André Thirion, *Revolutionaries without Revolution*, New York, Macmillan Press, 1975, p. 288-290 [titre original : *Révolutionnaires sans Révolution*, Paris, Laffont, 1972]. Lors de sa clôture en février 1932, l'exposition de Marseille fit état d'un total de 5 000 visiteurs, y compris les visites de groupes organisées par les syndicats. Jacques Marseille, *L'âge d'or de la France coloniale*, Paris, Albin Michel, 1986, p. 135.

22. *Le véritable guide de l'exposition coloniale. L'œuvre civilisatrice de la France magnifiée en quelques pages* (s.p. [Paris], s.d. [1931]).

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

et ne s'y rendirent pas. Ils suivirent peut-être l'exemple des surréalistes, puisque Senghor connaissait certains d'entre eux et qu'il avait probablement vu passer le tract exhortant le public à boycotter l'Exposition²³.

Pourtant, malgré les perturbations causées en France métropolitaine par les étudiants vietnamiens et leurs partisans surréalistes et communistes, c'est au Vietnam que les Français se devaient de maîtriser ce conflit culturel. Une nouvelle identité française plus sophistiquée allait devoir y être élaborée.

La création d'une Nouvelle Petite patrie

L'insurrection nationaliste de 1930 et les troubles fomentés par les communistes à la fin de la même année constituaient une menace pour la paix future de l'Indochine française, de même qu'ils avaient perturbé la célébration des réalisations coloniales²⁴. En France comme en Indochine, les agitateurs étaient faciles à identifier dans les rangs du jeune mouvement communiste et parmi les nationalistes. Les administrateurs français et la police savaient qu'il s'agissait d'intellectuels et d'étudiants, hérauts historiques de la haute culture vietnamienne. Malheureusement, ces jeunes Indochinois ne semblaient pas conscients de l'incapacité de leur peuple à se diriger lui-même, pas plus qu'ils ne mesuraient les efforts réalisés par les Français. En dépit de ce qui avait été à une époque le système éducatif le plus important d'Asie, et probablement le meilleur dans les possessions françaises, leur éducation laissait à désirer.

Avant l'arrivée des Français en Indochine, un système scolaire assez développé existait déjà dans la région appelée Annam. Ce système était bien adapté aux conditions locales. Son but était d'assurer la transmission de la culture indigène. Dans l'enseignement supérieur, un système d'examens basés sur les textes classiques de Confucius palliait les besoins de la monarchie en matière de bureaucrates lettrés. Mais contrairement au système chinois, à Annam, les candidats qui avaient échoué pouvaient se présenter plusieurs fois. Tout en préparant la prochaine session, les candidats au mandarinat enseignaient souvent dans les écoles locales afin de mettre à profit leurs compétences littéraires. C'est pourquoi à leur arrivée au début des années 1860, les Français trouvèrent une population généralement

23. Léopold Sédar Senghor, lettre à l'auteur, datée du 13 février 1988 à Paris.

24. Joseph Buttinger, *Vietnam: A Dragon Embattled*, 2 vols., vol 1 : *From Colonialism to the Vietminh*, New York, 1967, p. 208-220 ; Albert de Pouvoirville, *Griffes rouges sur l'Asie*, Paris 1933 ; Donald Lancaster, *The Emancipation of French Indochina*, New York-London, Oxford University Press, 1961, p. 78-83 ; A.-B. Woodside, *Community and Revolutionary in Modern Vietnam*, *op. cit.*, p. 173-178. Jean Dorsenne exprimait son inquiétude pour le futur des possessions françaises en Asie dans la mesure où « la Russie soviétique avait déclenché en Asie une grande offensive contre l'Europe, celle du continent asiatique tout entier ». Jean Dorsenne, « Le péril rouge en Indochine », *Revue des deux mondes*, 1^{er} avril 1932, p. 519-556. Il est curieux de constater qu'en écrasant le mouvement nationaliste à l'état embryonnaire en 1930, les Français ouvrirent par la même occasion la voie aux communistes. C'est ainsi que les appels au nationalisme devinrent partie intégrante de la lutte pour la libération populaire.

instruite et éduquée dans le contexte d'une culture locale vivace, inspirée du modèle chinois sans lui être subordonnée²⁵. Sous le règne du roi Tu Duc, de nombreux maîtres d'écoles villageoises manifestèrent leur résistance à la domination française en refusant de collaborer. De même, la petite noblesse lettrée fit preuve d'un manque total de coopération. Dans le Sud, les irréguliers déployèrent une active résistance contre les autorités françaises²⁶.

Les amiraux français avaient besoin de quelques employés qualifiés et de traducteurs issus de la population indigène pour l'administration de leurs nouvelles colonies. Au début, il y avait suffisamment d'étudiants diplômés provenant des écoles missionnaires pour occuper les postes qui requéraient du personnel indigène²⁷. Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, les autorités militaires, puis l'administration civile qui remplaçait la Marine, adoptèrent quelques timides mesures destinées à établir un système éducatif plus vaste contrôlé par les Français²⁸.

Mais ce n'est qu'à partir de 1917, date à laquelle la loi sur l'éducation fut votée, qu'on trouvera un système d'enseignement articulé à tous les niveaux de connaissance. Le système d'éducation franco-indigène établi par cette loi constituait la réaction du Conseil pour l'amélioration de l'éducation indigène au maintien des écoles villageoises vietnamiennes indépendantes et à l'ouverture de nouvelles écoles gratuites de type occidental accessibles aux indigènes. Le moment choisi pour annoncer ce nouveau système éducatif indigène, quelques années seulement après la chute de la dynastie mandchoue aux frontières de l'Indochine et un mois après la révolution bolchévique, fut probablement plus fortuit que volontaire. Il n'en demeure pas moins vrai que les effets pacificateurs de ce système éducatif alors unique n'avaient rien d'accidentel.

Désormais, les enfants vietnamiens allaient être obligés d'adopter un système d'enseignement obligatoire proche de celui des écoles françaises primaires et secondaires qui ne préparait pas les élèves aux études universitaires. Ces écoles franco-indigènes inculquaient aux écoliers de la colonie une certaine idée à la fois de la France et de la civilisation vietnamienne. Cette vision était encline à leur faire respecter l'hégémonie métropolitaine, à dénaturer l'autonomie de la culture indigène

25. J. Buttinger, *Vietnam: A Dragon Embattled*, op. cit., vol. 1, p. 46-48. Buttinger, sans citer ses sources, évalue le taux d'alphabétisation à 80 % lors de l'arrivée des Français.

26. Gail P. Kelly, "Colonial Schools in Vietnam: Policy and Practice", in Philip G. Altbach, Gail P. Kelly (éds.), *Education and Colonialism*, London-New York, Longman, 1978, p. 96 ; David G. Marr, *Vietnamese Anticolonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 22-43.

27. Henri Gourdon, « L'éducation des indigènes dans l'Indochine française », *L'Asie française*, n° 31, mai 1931, p. 162. Gourdon avait été directeur général de l'Éducation en Indochine.

28. William J. Duiker, *The Rise of Nationalism in Vietnam, 1900-1941*, Ithaca, Cornell University Press, 1976, p. 107-108 ; Milton E. Osborne, *The French Presence in Cochinchina and Cambodia: Rule and Response, 1859-1905*, Ithaca, Cornell University Press, 1969.

DOSSIER

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

et à entraver son développement. Mais surtout, ce qui nous intéresse ici, elle tendait à empêcher la formation d'une génération indigène cultivée et indépendante, susceptible de grossir les rangs du mouvement intellectuel antifrçais²⁹.

Louis Vignon, professeur à l'École coloniale, admirait, comme Louis Marin, les théories sociales de Le Bon et l'administration coloniale de Lyautey. Il s'était fermement opposé à une politique coloniale visant à transformer les indigènes en Français. Il publia en 1919 *Un programme de politique coloniale*, dans lequel il recommandait le maintien des institutions indigènes, de leurs dirigeants et de leurs valeurs. Il pensait que c'était la meilleure façon d'éviter un état de fièvre et de déséquilibre permanent au sein des populations locales. Ses appels conservateurs à la réhabilitation des cultures indigènes sous domination française reflètent ce qu'allait être la politique d'éducation française dans l'Annam de l'entre-deux-guerres. Deux administrateurs coloniaux bien informés, Henri Gourdon, ancien inspecteur général de l'instruction publique en Indochine, et Henri Delétie, qui avait appris à connaître l'Asie dans l'administration, prirent tous deux fait et cause pour le rétablissement des anciennes traditions vietnamiennes. Albert Sarraut, qui rentrait d'Indochine où il avait été gouverneur général et qui fut nommé ministre des Colonies en 1920, était lui-aussi proche de la position de Vignon sur le système d'éducation colonial³⁰.

Dans l'entre-deux-guerres, les réformateurs français en matière d'éducation, sensibilisés par la nouvelle ethnographie conservatrice, ne se contentèrent pas de reproduire le système éducatif de la métropole. Le système scolaire franco-indigène, qui prit forme entre 1917 et 1924, établit la version définitive de la culture indigène, mais ce fut en langue française. Les langues « locales » furent proposées en remplacement des anciennes options constituées par les langues classiques ou modernes européennes. Les élèves de l'enseignement secondaire se mirent à étudier la géographie et l'histoire de l'Indochine plutôt que celles de la France. Aucune science ne figurait au programme. L'accent était mis sur les travaux manuels. Les élèves les plus doués étaient encouragés à choisir les métiers artisanaux si prisés par les fonctionnaires français dans la culture indochinoise³¹. L'administration coloniale entreprit de mettre

29. Gail Paradise Kelly, "Franco-Vietnamese Schools, 1918-1933", University of Wisconsin-Madison Ph. D. dissertation, 1975, p. 376. D. Hémery, « Aux origines des guerres d'indépendance vietnamiennes », *op. cit.*, p. 3-35. Sa pensée était proche de celle du spécialiste colonial socialiste, Alexandre Varenne, mais il prônait la formation d'une future classe dirigeante pour une Indochine qui aurait le statut de dominion.

30. Louis Vignon, *Un programme de politique coloniale. Les questions indigènes*, Paris, 1919, p. 466-508 ; Rudolf Von Albertini, *Decolonization: The Administration and Future of the colonies, 1919-1960*, Garden City, New York, Doubleday, 1971, p. 293-295 ; S. McConnell, *Leftward Journey*, *op. cit.*, p. 17-20, et p. 84-85 ; Henri Delétie, « Le problème universitaire indochinois », in *Académie des sciences coloniales, 1926-1927*, vol. 8 ; « De l'adaptation de nos programmes d'enseignement au milieu annamite », *ibid.*, vol. 14.

en place un système susceptible d'être adopté par les Vietnamiens comme étant le leur³².

Le nouveau système d'éducation déprécia les anciennes écoles villageoises tout en empêchant les élèves d'avoir accès à l'enseignement supérieur français. En 1921, l'administration coloniale avait décrété que l'autorisation du gouverneur général devrait figurer dans le livret universitaire des étudiants vietnamiens pour qu'ils puissent poursuivre leurs études en France. En 1924, les étudiants qui désiraient étudier à l'étranger se trouvaient dans l'obligation de réunir un total de onze documents officiels valides pour obtenir le droit d'étudier en Europe. A partir du milieu des années 1920, après la mise en place de la réforme, la direction générale de l'instruction publique d'Indochine commença à refouler les jeunes Vietnamiens qui étaient parvenus à entrer dans les écoles françaises prévues pour les colons. Ces écoles préparaient à un bac et ouvraient ainsi l'accès à l'enseignement supérieur français³³. Le caractère infériorisant d'un tel système n'échappait pas aux Vietnamiens éclairés. Ils le considéraient comme un piège qui les maintenait dans une seconde classe intellectuelle. Des parents déterminés et aisés tentèrent de permettre à leurs enfants d'y échapper en les envoyant effectuer leurs études secondaires et universitaires en Chine, au Japon, et dès la mise en place du nouveau système dans les années 1920, en France métropolitaine³⁴. A partir de 1929, les étudiants qui avaient été autorisés à se rendre en France pour y effectuer leurs études furent néanmoins soumis à des contrôles de police, dans leur pays comme en France³⁵. Il est évident que les révoltes indochinoises influencèrent les administrateurs français chargés de mettre en place ces concepts d'éducation coloniale dans les années 1930³⁶.

La résolution concernant l'éducation dans les colonies, approuvée au congrès de la Société de géographie commerciale en 1931, se référait à ce nouveau projet et le soutenait, tout en lui donnant une tournure anti-communiste, ce qui était une nouveauté. Elle expliquait que dans la mesure où tant de jeunes indigènes se rendaient en métropole pour y poursuivre leurs études supérieures, ils constituaient des proies faciles pour les membres de la III^e Internationale qui les embrigadaient dans leurs actions de perturbation sociale. Ces jeunes déracinés, grisés par les doctrines de Moscou, grossis-

31. Et pourtant l'administration coloniale ne faisait rien pour encourager les écoles de formation professionnelle destinées aux Vietnamiens dans les années 1920-1930, à l'exception toutefois de celles consacrées à l'enseignement de l'art indigène. En 1923, on dénombrait huit écoles de formation professionnelle fréquentées par 820 Vietnamiens. Cinq cents d'entre eux étudiaient les arts décoratifs : la peinture, la poterie et le tissage. Pourtant, à l'époque, les indigènes n'avaient pas accès à l'enseignement supérieur des Beaux-Arts. Dans ce domaine aussi, en partie par omission, les Français s'efforçaient de concrétiser leurs aspirations idéologiques pour les Vietnamiens : de simples familles de fermiers pratiquant les travaux manuels et l'artisanat. G.-P. Kelly, "Franco-Vietnamese Schools", *op. cit.*, p. 66 et 79. Sur la promotion acharnée de la langue vietnamienne par rapport au chinois et au français effectuée par les nationalistes à partir des années 1920, lire David G. Marr, *Vietnamese Tradition on Trial, 1920-1945* Berkeley, University of California Press, 1981, p. 136-139 et suiv.

32. G.-P. Kelly, "Colonial Schools in Vietnam", *op. cit.*, p. 102 et "Franco-Vietnamese Schools", *op. cit.*, p. 62.

33. Jusqu'en 1930, les jeunes Vietnamiens avaient le droit de se présenter au baccalauréat dans sa version indochinoise. Les épreuves étaient plus difficiles que celles qui existaient en France. Entre 1934 et 1935, 29,62 % seulement des candidats indochinois furent reçus. Jusqu'en 1929, seuls deux lycées, dont l'un à Hanoï et l'autre à Saïgon préparaient les candidats au baccalauréat. G.-P. Kelly, "Franco-Vietnamese Schools", *op. cit.*, p. 64.

34. *Ibid.* p. 66. Daniel Hémerly, « Aux origines des guerres d'indépendance vietnamiennes », *op. cit.*, p. 3-35.

35. Sloftom, série III, carton 118. On y trouve des contrôles effectués par « Guillaume » et « Désiré »

DOSSIER

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

entre 1929 et mars 1931. D. Hémary, « Du patriotisme au marxisme : l'immigration vietnamienne en France de 1926 à 1930 », *Le mouvement social*, n° 90, 1975, p. 5, n. 6. L'opinion de McConnell, selon laquelle « rien n'empêchait les Vietnamiens de venir en France » est surprenante si l'on examine cette série d'obstacles (*Leftward Journey*, op. cit., p. 37).

36. Bien que les autorités françaises aient réprimé brutalement les deux révoltes, il y eut une prise de conscience à l'époque des idées et des valeurs qui avaient mobilisé les leaders de ces rébellions. Pierre Varet, *Au pays d'Annam : les dieux qui meurent*, Paris, 1932, p. 271. Cf. aussi le rapport de Louis Roubaud sur sa conversation avec Phan Boi Chau, vieux patriote très respecté. En 1931, il avait critiqué le système d'éducation français, qui, selon lui, avait contribué à détruire les valeurs traditionnelles et conduit au déracinement du peuple vietnamien. Le livre de Roubaud avait pour titre : *Vietnam : la tragédie indochinoise*, Paris, 1931, p. 232. Un compte-rendu journalistique des révoltes nationalistes très connu également rapporte à ses lecteurs français une conversation du même ordre avec Phan : Andrée Vollis, *Indochine SOS*, Paris 1935, p. 96.

37. Archives nationales. 317 AP, carton 198, Papiers Marin. Pham Quynh, intellectuel vietnamien, partageait les idées de Marin et de son cercle d'amis anthropologues. Il était rédacteur en chef d'un journal important, qui tentait de promouvoir la synthèse de la science occidentale et de la philosophie orientale, tout en préservant les valeurs et traditions vietnamiennes. Dans ce contexte, il trouvait intéressantes les idées de Maurras et de Barrès, entre autres. Sur Pham Quynh, lire W.-J. Duiker, *The Rise of Nationalism in Vietnam*, op. cit., p. 117-127.

38. Une étude effectuée le 13 mars 1930 par la Sûreté générale

saient les rangs des agitateurs nationalistes ou des révolutionnaires à leur retour au pays. La résolution eut pour effet de pousser le gouverneur général Pasquier à se déclarer opposé à ce que les jeunes Vietnamiens continuent à effectuer leurs études supérieures en France. Il souhaitait que ces jeunes gens soient éduqués dans leur pays, dans leur contexte culturel, loin de l'influence intellectuelle et politique corruptrice de la métropole. La résolution préconisait en outre une politique identique pour Madagascar et les autres colonies importantes. A l'avenir, si des étudiants étaient envoyés en voyage d'études en France, ce serait pour qu'ils prennent conscience de la valeur des réalisations économiques françaises, « de façon à ce qu'ils puissent comprendre la beauté des buts poursuivis par les dirigeants de la France coloniale ». Mais surtout, l'enseignement supérieur dans les colonies devrait être adaptée aux mentalités, coutumes, ressources, besoins et caractéristiques de chacune des colonies importantes³⁷.

Et on peut constater en effet dans les années 1930 une forte tendance à « vietnamiser » l'éducation vietnamienne. A l'époque de l'insurrection et de l'Exposition coloniale, 1 500 étudiants indochinois environ effectuaient leurs études en France. Ce n'est pas énorme bien sûr, mais cela représentait une augmentation considérable par rapport au total de plusieurs centaines de Vietnamiens ayant obtenu un diplôme universitaire au cours des soixante années précédentes³⁸.

Pierre Pasquier, un des artisans de la nouvelle politique et admirateur fervent de l'antiquité indochinoise, avait déjà fait publier un pamphlet bilingue par la direction générale de l'instruction publique d'Indochine. Ce pamphlet recommandait aux parents vietnamiens de ne pas envoyer leurs enfants faire leurs études en France. Il leur affirmait que les étudiants pouvaient effectuer en Indochine des études d'une qualité égale à celle qu'ils feraient en métropole. De plus, les écoles commençaient à offrir davantage de cours de langue et de littérature vietnamienne, d'histoire et de géographie d'Indochine et d'Asie³⁹.

En 1933, l'instruction publique d'Indochine régla la politique d'éducation en excluant les Vietnamiens des écoles françaises de la colonie, leur imposant ainsi la réforme de l'éducation coloniale. L'étude détaillée effectuée par Gail Paradise Kelly sur les direc-

tives imposées aux écoles réservées aux indigènes et les manuels utilisés ainsi que des entretiens avec d'anciens élèves confirment l'opinion selon laquelle l'administration coloniale inventait une tradition culturelle pour ses élèves vietnamiens⁴⁰. Tout d'abord, et c'est le point le plus important, les éléments français du programme se trouvaient considérablement réduits. Dans les classes élémentaires, les cours de français étaient limités à cinq heures par semaine, ce qui permettait de consacrer davantage de temps à l'étude de la langue et de la littérature vietnamienne, de la géographie, de l'hygiène, de la nature et des travaux manuels. En 1936, le français ne figurait plus au programme des cours primaires.

Même dans l'enseignement supérieure, où le français figurait au programme, les textes en langue française évoquaient l'ancien Vietnam et « le bon vieux temps ». Ils constituaient une apologie de la famille, de la ferveur religieuse et d'une vie simple consacrée à l'agriculture. Ni les colons qui dirigeaient les centres miniers de la colonie, ni les industries protégées de la métropole, ne souhaitaient l'industrialisation de l'Indochine⁴¹. De telles images pouvaient aisément fonctionner comme schémas culturels.

Le plus surprenant est que la France contemporaine était représentée de la même manière. Kelly écrit que « les descriptions de la vie au Vietnam avaient tendance à devenir un condensé de la vie telle qu'elle était perçue par les Français des centaines d'années auparavant. Il s'agissait de récits anthropologiques de la vie paysanne. La famille française et ses valeurs se trouvaient ainsi transposées au Vietnam⁴² ».

À partir de 1931, les manuels mis à la disposition des enseignants contenaient davantage de textes à la gloire de la famille vietnamienne, de la vie rurale et des coutumes locales que par le passé. Les descriptions des trains et des avions avaient un caractère impressionnant et souvent terrifiant. De même, les pavillons de la métropole à l'Exposition coloniale étaient aussi gigantesques et irrésistibles que la civilisation qui les avait produits. Dans les manuels de lecture, on donnait de l'industrie une image locale et traditionnelle. On y faisait grand cas des travaux manuels, mais la culture du riz l'emportait de loin. Les textes faisaient l'éloge de la science, mais se contentaient généralement de rendre hommage à des hommes comme Louis Pasteur sans ex-

dénombrant 2 924 Vietnamiens dans les neuf villes françaises les plus importantes. 1 556 d'entre eux étaient étudiants. Ils effectuaient pour la plupart leurs études à Paris; les autres étaient concentrés dans le sud de la France. Un autre groupe important, constitué d'environ 890 marins, préoccupait la Sûreté, dans la mesure où ils étaient réceptifs aux idées révolutionnaires. D. Hémery, « Du patriotisme au marxisme », *op. cit.*, p. 21-23. G.-P. Kelly, "Franco-Vietnamese Schools", *op. cit.*, p. 108, n° 76. Scott McConnell, *Lefward Journey*, *op. cit.*, p. XII.

39. Pierre Pasquier, *Circulaire aux familles au sujet de l'envoi des étudiants indochinois en France* (Hanoi, 1930). Pasquier, qui était officier colonial de carrière, avait remplacé le socialiste Alexandre Varenne au poste de gouverneur général en 1928. La formation que Pasquier avait reçue à l'École coloniale et sa mission en Indochine l'avait mis à même de réinterpréter la culture indigène. Son coup d'éclat politique, en dehors de la répression des insurrections, consista à rapatrier en mai 1932 le fils du dernier empereur, Bao-Dai, qui faisait ses études à Paris. En prenant ses fonctions à la tête du pays, le jeune empereur gagna à sa cause de nombreux jeunes Vietnamiens. Il tenta d'ouvrir son pays à l'influence progressiste occidentale tout en préservant les traditions indigènes. Thomas E. Ennis, *French Policy and Development in Indochina*, Chicago, University of Chicago Press, 1936, p. 106-108; J. Buttinger, *Vietnam: A Dragon Embattled*, *op. cit.*, vol. 1, p. 107-110.

40. Se reporter aux chapitres 3 et 4 de Kelly dans "Franco-Vietnamese Schools".

41. McConnell consacre une section à la non-industrialisation du Vietnam par les Français et à l'amertume qui en découlait chez les intellectuels indigènes, tant pour des raisons nationalistes que vis-à-vis du développement de

DOSSIER

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

pliquer les concepts biologiques. De toute façon, le vocabulaire scientifique français n'était pas enseigné. Les manuels d'histoire et de géographie présentaient la Chine de l'époque comme un pays chaotique et mal gouverné. Ils lui reprochaient d'avoir opprimé les Vietnamiens et méprisé leur culture. En revanche, ils démontraient que les Français avaient rétabli l'ordre au Vietnam et respectaient les traditions locales⁴³.

Il n'existait qu'une seule université indochinoise, réservée à une élite. Elle vit le nombre des inscriptions augmenter après 1931. Mais le corps enseignant et les programmes furent réduits suite à la dépression. En 1932, les écoles de commerce, d'éducation, d'agriculture et de sciences appliquées fermèrent. Il ne resta plus que la faculté de droit, de médecine et la toute récente école des Beaux-Arts. En 1937, l'université comptait 631 étudiants, dont 378 en droit, 202 en médecine et 51 aux Beaux-Arts.

Il est évident que la qualité de l'enseignement de cette université était inférieure à celle qui existait dans les établissements de la métropole. Les médecins formés au Vietnam par exemple, ne pouvaient exercer en France. Les diplômés de la faculté de droit avaient été formés pour travailler dans les administrations locales, pas pour faire carrière au barreau de Paris. Les autorités françaises responsables du programme estimaient que cet enseignement convenait parfaitement aux besoins de la population locale⁴⁴. Mais la qualité médiocre de l'enseignement supérieur proposé par les Français n'était pas le plus grave défaut du système. Le simple fait d'avoir ouvert une université indigène constituait déjà un privilège dont ne bénéficiait aucune autre colonie française et qui n'existait que dans les Indes britanniques⁴⁵. L'inconvénient majeur du système consistait à enfermer les intellectuels vietnamiens dans une culture colonisée, dominée et même créée par l'administration coloniale française. Une circulaire de la direction générale de l'instruction publique d'Indochine déplorait la disparition des anciennes traditions artistiques indochinoises et concluait : « Nous sommes amenés à envisager l'ouverture d'une école d'art annamite *authentique*, susceptible de favoriser la renaissance d'une tradition menacée de disparition, tout en respectant son niveau naturel⁴⁶. »

l'emploi. McConnell, *Leftward Journey*, op. cit., p. 94-99.

42. G. P. Kelly, « Franco-Vietnamese Schools », op. cit., p. 134.

43. *Ibid.*, p. 140-185.

44. *Ibid.*, p. 70-79.

45. Il est bon de noter que dans les années 1930, il y avait très peu d'écoles secondaires accessibles aux indigènes des colonies africaines d'Europe. Altbach, Kelly, "Introduction", in *Education and Colonialism*, op. cit., p. 7.

46. Indochine française, Direction générale de l'instruction publique, *Trois écoles d'art de l'Indochine*, Hanoi, 1931, p. 8, cité dans C. de Mache, « Le trouble croissant », *L'ethnographie*, nouvelle série, n° 23, 1931, p. 170-171.

Le haut de l'échelle

Il était naturellement impossible, voire peu judicieux, d'exclure entièrement les Indochinois de l'enseignement supérieur de la métropole. L'administration coloniale semblait disposée à autoriser un petit nombre d'indigènes à fréquenter les universités françaises. Mais au début des années 1930, les autorités étaient préoccupées par le problème de leur admission dans les grandes écoles. Les vestiges de l'égalitarisme républicain, renforcés par la nouvelle idéologie de la « Grande France », qui considérait les indigènes comme des apprentis-Français allaient à l'encontre de toute exclusion systématique. Les conditions d'admission sélectives constituaient en général une barrière suffisante. Mais une partie des connaissances susceptibles d'être transmises aux jeunes indigènes qui parvenaient à être admis n'était-elle pas dangereuse pour eux ? Le CAI estimait que l'admission d'indigènes des colonies dans les académies militaires était impensable. « Il n'est pas besoin de démontrer les inconvénients sérieux qu'il y aurait pour notre souveraineté outre-mer à former inconsidérément une pépinière d'officiers possédant des prérogatives identiques à celles des officiers français et susceptibles d'exercer parmi les troupes de leur race un commandement effectif ». La position du CAI fut identique en ce qui concernait l'admission des indigènes à l'École polytechnique, où les futurs ingénieurs recevaient à la fois une formation scientifique et militaire.

En août 1932, Pierre Pasquier fit savoir au ministre des Colonies qu'il était favorable à l'admission des indigènes dans toutes les grandes écoles, à l'exception de l'École coloniale et des institutions où l'on recevait une formation de type militaire. Gaston Joseph, le chef du CAI fit un rapport confidentiel sur les préoccupations de son organisation au sujet du maintien de l'autorité française dans les colonies. Il y réexaminait la question posée le 2 novembre 1933. Il expliquait qu'il n'était pas utile de former des officiers militaires et coloniaux mais qu'« il s'agi[ssai]t surtout de donner à nos colonies les techniciens indigènes nécessaires à leur développement économique ».

En 1933, une conférence interne réunit tous les membres du conseil d'administration du ministère colonial concernés par le problème que posait l'admission des

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

indigènes dans les grandes écoles. Mais elle ne parvint pas à le régler. En mars 1934, les directeurs des services militaires et des affaires politique de ce ministère donnèrent officiellement leur accord au sujet de l'admission des indigènes dans les grandes écoles dont le programme ne comportait pas de disciplines « dangereuses ». Cette concession avait un caractère choquant pour les ministres de la Guerre et de l'Agriculture du gouvernement de coalition de Gaston Doumergue, formé après les éclats de l'affaire Stavisky. Ces ministères ne souhaitaient pas que les indigènes puissent se présenter aux examens d'entrée de quelque grande école que ce soit. Après quelques palabres qui aboutirent à un accord délimitant de telles admissions, le *Journal officiel* du 21 mars 1935 publia un décret du ministre de la Guerre, G. Maurin, qui permettait aux étrangers, aux indigènes non naturalisés de l'ensemble de l'empire colonial et aux habitants des protectorats français d'entrer à l'École polytechnique. Contrairement aux étudiants français, ils devraient payer tout ou partie des frais de scolarité, et ne pourraient suivre que les cours de sciences.

Bien que les indigènes aient ainsi obtenu le droit d'accéder à l'éducation réservée à l'élite, il s'agissait bel et bien d'un exemple de tolérance répressive. La présence des indigènes dans les grandes écoles, y compris l'École polytechnique, était réglementée dans la mesure où ils n'avaient pas accès à l'étude de deux disciplines susceptibles de les intéresser : l'administration coloniale et les sciences militaires. En outre, les indigènes diplômés trouvaient difficilement des postes correspondant à leur formation et à leurs compétences. Si bien que les portes qui leur avaient été ouvertes par leurs études se refermaient aussitôt du fait de la politique discriminatoire de l'emploi. S'ils n'avaient pas de relations très influentes, les indigènes diplômés avaient beaucoup de difficultés à trouver des postes convenables, tout au moins dans des entreprises prestigieuses. Il est arrivé qu'un jeune candidat à un poste très ordinaire soit obligé de demander à un ministre colonial, un gouverneur général et à l'empereur d'Annam d'intervenir, uniquement pour pouvoir poser sa candidature.

En août 1932, Albert Sarraut, l'homme politique le plus influent sur la question coloniale de l'entre-deux-guerres, écrivit au gouverneur général Pasquier pour le

compte d'un jeune polytechnicien, Hoang Xuan Han. Le jeune homme brigait un poste aux Ponts et Chaussées en Indochine. Sarraut précisait dans sa lettre que l'empereur Bai Dai lui avait demandé d'intervenir en sa faveur. En général, les polytechniciens n'avaient aucun mal à entrer aux Ponts et Chaussées dans les colonies, en supposant qu'ils aient pu en avoir envie. Mais Sarraut ne demandait même pas à Pasquier d'appuyer une nomination en bonne et due forme. Il se contentait de suggérer que le jeune homme ait un statut de contractuel et soit nommé « ingénieur adjoint ». Ainsi, écrivait Sarraut, on ne risquait pas « de... créer de précédent ». Il est probable que, grâce à un tel appui, le jeune polytechnicien soit devenu ingénieur adjoint dans la colonie en question. Mais cela n'a pas du être le cas pour beaucoup d'autres indigènes. L'administration coloniale d'Indochine comptait peu d'indigènes aux postes à responsabilités, tout au moins dans l'entre-deux-guerres⁴⁷.

La vraie France... ?

Je me suis efforcé au cours de cet essai de remettre en question les théories élaborées sans aucun sens critique sur les mouvements de résistance ou de révolte dans des contextes coloniaux ou même régionalistes à partir de concepts culturels tels que « l'authenticité », « les racines » et surtout « l'identité ». Il se peut que le gouverneur Pasquier ait été plus conscient de la richesse de la culture vietnamienne que Ho Chi Minh ou Nguyen Van Tao. Il est indéniable que les cultures sont beaucoup plus hétérogènes et divisées par des tensions sociales internes que certains théoriciens de la libération culturelle ne sont prêts à l'admettre. Les groupes ethniques, les traditions, les communautés de paysans ou d'ouvriers et les régions sont depuis toujours trop intimement liés au pouvoir, qu'il soit représenté par les nantis du manoir sur la colline ou par les bureaucrates de la capitale, pour être encore considérés comme des « unités spatio-temporelles isolées », connaissant certes des tensions internes, « mais possédant du moins leur propre intégrité vis-à-vis du monde » selon les termes de George Marcus⁴⁸. Il est nécessaire de continuer à affiner nos outils théoriques pour étudier le pouvoir politique, c'est-à-dire celui de l'État, dans le processus de diffusion des valeurs – dans les deux sens – à travers la membrane de la culture.

47. Dans le dossier contenant les projets en cours, portant la mention « pièces non expédiées », où se trouvent en fait de nombreuses lettres qui l'avaient été, voir la lettre de Pierre Pasquier expédiée par avion au ministre des Colonies, datée du 15 août 1932 ; le mémo non signé du CAI daté du 22 septembre 1933 à Paris ; la note confidentielle du directeur du CAI au gouverneur général d'Indochine (non daté ; fin 1932, début 1933 ?) ; le compte-rendu secret de la question par le chef du CAI daté du 2 novembre 1933 à Paris ; et la lettre de Sarraut à Pasquier datée du 27 août 1932. Sloftom, série III, carton 118. Pour une évaluation critique de la politique coloniale et des réalisations du Front populaire, cf. William B. Cohen, "Colonial Policy of the Popular Front", *French Historical Studies*, vol. 7, 1972, p. 368-393.

48. L'analyse détaillée de *Montaillou* d'Emmanuel Le Roy Ladurie effectuée par Renato Rosaldo constitue une bonne critique de certains des problèmes posés par une histoire sociale du type de celles des *Annales*. Cf. du même auteur : "From the Door of the Tent: The Fieldworker and the Inquisitor", in James Clifford, George E. Marcus (éds.), *Writing Culture : The Poetics and Politics of Ethnography*, Berkeley, University of California Press, 1986, p. 77-87, et p. 96-97. Pour une évaluation et en même temps une excellente critique méthodologique de la version anglaise d'une histoire « par en bas », en l'occurrence l'étude de Paul Willis de la jeunesse issue de la classe ouvrière anglaise, *Learning to Labour: How Working Class Kids Get Working Class Jobs*, New York, Columbia University Press, 1981, cf. Georges Marcus, "Contemporary Problems of Ethnography in the Modern World System", in *Writing Culture*, op. cit. p. 173-193. David Prochaska, *Making Algeria French: Colonialism in Bône, 1870-1920*, New York-Cambridge, Eng., Cambridge University Press, 1990.

DOSSIER

Le national

H. Lebovics
Vietnam, 1920-1930

Cette histoire, qui commença par une petite fronde estudiantine à l'Exposition coloniale de 1931, et provoqua une remise en question de l'hégémonie coloniale, devrait inciter les historiens à avoir une vision plus dialectique du rapport existant entre la politique culturelle coloniale et les efforts déployés par la classe dirigeante de la métropole pour consolider sa propre hégémonie culturelle. En effet, c'est de l'exemple métropolitain que les fonctionnaires de l'administration coloniale et les ministres coloniaux avaient commencé à tirer des enseignements. Ils savaient que les écoles républicaines avaient contribué à transformer les paysans en Français à partir des années 1880, et avaient pris conscience, pour la plupart au XX^e siècle, du pouvoir de permanence et de *nationalisation* des cultures régionales de la France métropolitaine. L'utilisation des écoles coloniales pour transformer les Français (vietnamiens) en paysans ne constituait pas un projet irréalisable à leurs yeux. De plus, au cours de la première moitié du XX^e siècle, l'ethnographie conservatrice française démontra aux autorités coloniales et nationales la nécessité de préserver ou de rétablir les aspects politiquement inhibiteurs des cultures indigènes et régionales⁴⁹.

Le fait que Charles de Mache ait approuvé en 1931 le retour à une éducation indigène des Vietnamiens et la réhabilitation de leurs traditions sous surveillance française constitue un exemple typique⁵⁰. De Mache appréciait les anciennes traditions indochinoises qu'il considérait comme la meilleure garantie de stabilité sociale et la protection la plus efficace de la hiérarchie. L'éducation laïque qui ébranle les vieilles croyances et remet tout en question, les idées venues de l'étranger (c'est-à-dire de France), l'exode rural et même le simple fait de s'intéresser à la Révolution française, tout cela a contribué selon lui à ce qu'il appelle « le trouble croissant » en Asie. Mais comme la majeure partie de la droite maurrassienne des années 1930, il est clair qu'il croyait que ces mêmes facteurs se trouvaient à l'origine des troubles qu'avait connus la métropole au début des années 1930. Dans cette nouvelle manifestation de respect pour la culture indochinoise, la droite avait recours à *son* bon sauvage, en l'occurrence l'Annamite pieux et instruit, pour mettre à mal une société métropolitaine laïque, athée et radicalisante⁵¹. Si de mauvaises imitations de Français pouvaient redevenir

49. A propos de l'élaboration de ce concept, cf. mon livre, *True France*, à paraître au cours de l'hiver 1991-1992 dans la collection Wilder House (Cornell University Press).

50. C. de Mache, « Le trouble croissant », *op. cit.*, p. 158, 160 et 167.

51. Pascal Bruckner, *The Tears of the White Man: Compassion as Contempt*, New York, Free Press, 1986 [*Le sanglot de l'homme blanc*, Paris, Seuil, 1986]. Il s'agit d'une attaque souvent méchante du tiers-mondisme occidental contemporain par un homme qui a renoncé à ses illusions sur l'aide que l'occident pourrait apporter aux pays sous-développés.

de bons paysans vietnamiens, le désordre régnant dans le monde diminuerait⁵². Nous trouvons ici un exemple de préjugé très répandu parmi les fonctionnaires de l'administration coloniale, Lyautey entre autres, qui préféraient les indigènes de la brousse et les peuples primitifs à leurs frères intégrés. Les peuples primitifs sont tellement plus authentiques et faciles à diriger. Et si un tel projet était réalisable au lointain Vietnam, comment ne pourrait-il pas profiter à une France métropolitaine déchirée par les conflits, et qui s'était dissociée elle aussi de son héritage rural et paysan ?

Au cours des décennies qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale, une vision limitée, essentialiste et extrêmement conservatrice de l'identité française allait prendre une place prépondérante dans la pensée culturelle⁵³. Des spectacles tels que l'Exposition coloniale avaient pour objet d'aider la population métropolitaine à revêtir l'identité d'une nation impériale, « La plus Grande France ». L'intérêt marqué pour le régionalisme et le folklore au cours des décennies précédant la Seconde Guerre mondiale constituait une autre facette des efforts destinés à normaliser une identité française conservatrice⁵⁴. Dans ce contexte, le réenracinement des intellectuels vietnamiens par le biais des écoles les rendrait français au point qu'ils en deviendraient encore plus vietnamiens. Comme les Bretons, les Provençaux, les Alsaciens entre autres, ils auraient leur propre « petit pays » et un « grand pays » en commun. La simulation nationale de Barrès, la représentation mentale de « La Vraie France » des partisans de Le Play et de Maurras allaient commencer en 1940.

Traduction de Chantal Testa

52. Pierre Taittinger, chef de file des Jeunesses fascistes patriotes et collaborateur de Louis Marin à la Chambre des Députés, souhaitait lui-aussi voir les Vietnamiens recouvrer leur culture authentique. L'éducation ne devait pas transformer les Annamites en intellectuels et philosophes aliénés. Elle devait au contraire les rattacher à leur héritage culturel et artistique en faisant d'eux des artisans, des sculpteurs et des artistes. Telle fut l'argumentation de Pierre Taittinger en juin 1930, lors du débat à la Chambre à propos de la révolte de Yen-Bay et des actions de soutien menées par les étudiants indochinois en France. *Journal officiel*, Chambre des députés, 6 juin 1930.

53. Pour une thèse analogue, mais utilisant une argumentation différente, cf. Daniel Lindenberg, Véronique Julia, *Les années souterraines, 1937-1947*, Paris, La Découverte, 1990.

54. En un sens, le Front populaire reprit ce thème dans un but d'autodéfense. H. Lebovics, *True France*, op. cit., ch. IV et V.